

Le travail ethnographique dans des contextes de conflit armé interne : le cas des enclaves de groupes paramilitaires en Colombie

Natalia Suarez Bonilla, Docteur en Sociologie

Institut d'éducation et pédagogie (IEP)

Résumé

L'enquête ethnographique dans un contexte de guerre irrégulière tel que celui de la Colombie présente un intérêt méthodologique et épistémologique non négligeable pour l'enquête elle-même. De même que les habitants de zones contrôlées par les différents acteurs armés, l'enquêteur éprouve la réversibilité de l'ordre social. Cela résulte des épreuves d'altérité qui se posent à lui dans le déroulement de son enquête et qui sont celles auxquelles ses interlocuteurs doivent aussi faire face en permanence. À partir d'un travail de réflexivité mené par la chercheuse sur sa compétence à lire les signes des risques, mais aussi à s'y ajuster, cette contribution se propose de rendre compte de la façon dont les différents enjeux liés aux contextes de guerre irrégulière déterminent, dans une large mesure, le rapport aux acteurs et au terrain.

Mots clés

ETHNOGRAPHIE, GUERRE IRRÉGULIÈRE, COLOMBIE, ÉPREUVES D'ALTÉRITÉ, RÉFLEXIVITÉ

Introduction

Contrairement aux situations de paix dans lesquelles les personnes semblent, aux yeux de l'observateur, relativement intégrées socialement, et présumant comme faisant, en quelque sorte, spontanément société (Boltanski, 2009), les situations extrêmes mettent particulièrement à nu l'indétermination des rapports sociaux et des identités (Lemieux, 2008; Pollak, 1990). C'est le cas des contextes de guerre irrégulière de longue durée, comme celui de la Colombie, affligée depuis 50 ans par des affrontements entre différents acteurs armés, au sujet notamment de ressources politiques et économiques. Certains d'entre eux exercent un contrôle dans différentes zones du pays par l'intermédiaire d'un assujettissement de la population à leur pouvoir de mort. Dans ce contexte soumis à l'arbitraire, la population se voit obligée d'entamer un travail consistant à démontrer en permanence son innocuité en supprimant

tout comportement, volontaire et involontaire, qui pourrait être lu comme étant une menace par les belligérants. Ce travail de contrôle des impressions (Goffman, 1973a, 1973b) témoigne de la construction de nouvelles formes idéologiques dans lesquelles les personnes apprennent leur relation avec l'autre et avec l'espace (Suarez, 2012).

La compréhension des formes de sociabilité qui se construisent en réponse à la menace permanente du recours à la force nécessite un regard ethnographique qui rend compte de la façon dont les personnes gèrent la situation d'incertitude qui traverse la vie sociale. Le travail ethnographique, parce qu'il permet de mettre à jour la pluralité ouverte des manières d'agir et de traiter le monde dont disposent les acteurs (Piette, 1996), permet de montrer les difficultés que rencontrent les acteurs relativement à la gestion de la menace et leur capacité à faire face aux situations de danger. Par la proximité qu'elle engage, l'ethnographie porte un regard attentif sur le travail de définition réalisé par les acteurs eux-mêmes pour décrire ce qu'ils font, la manière dont ils qualifient et définissent leur situation, ainsi que leurs ajustements concrets en cours d'action (Nachi, 2006).

Cependant, cet engagement sur le terrain a des conséquences sur la façon dont le chercheur rend compte de la réalité observée. À l'instar des habitants de zones contrôlées par les différents acteurs armés, l'enquêteur éprouve la réversibilité de l'ordre social, en termes de désorganisation des catégories de perception du monde, des instruments de qualification et des outils cognitifs qui servent à l'identification des autres et à la présentation de soi. Cela n'est pas le résultat d'une stratégie méthodologique répondant à une contrainte de la situation et obligeant le chercheur à s'impliquer activement, personnellement, pour pouvoir enquêter sur la guerre; il ne s'agit pas de jouer un jeu pour apparaître aux enquêtés comme engagé à leurs côtés. Il est plutôt le résultat des épreuves d'altérité qui se posent à lui dans le déroulement de son enquête et qui sont celles auxquelles ses interlocuteurs doivent aussi faire face en permanence. En effet, ce type de terrain sensible (Agier, 1997) oblige le chercheur à apprendre à interagir dans un contexte de danger dont la caractéristique principale est la méfiance radicale. Il s'agit alors de développer des stratégies comportementales et communicationnelles qui, en même temps qu'elles permettent de mener l'enquête, atténuent le soupçon latent qui pèse sur lui et ses interlocuteurs sans forcément le dissiper.

À partir d'un travail de réflexivité que j'ai mené sur ma compétence à lire les signes de risque, mais aussi à m'y ajuster, cette contribution propose de rendre compte de la façon dont les différents enjeux liés aux contextes de guerre irrégulière déterminent, dans une large mesure, le rapport aux acteurs et

au terrain. Mon observation porte sur un bidonville localisé dans la ville de Montería, le centre administratif du département de Cordoba, située au nord-est de la Colombie et connu pour être le berceau du groupe paramilitaire Autodefensas Campesinas de Córdoba y Urabá (« Autodéfenses colombiennes de Cordoba et Uraba », ACCU), responsable des plus grandes atrocités commises dans cette région du pays. Depuis sa fondation en 1988 par les premières vagues de population échappant à la violence paramilitaire, ce bidonville se trouve sous le contrôle exclusif de l'acteur armé. Dans un premier temps, je parle des enjeux liés à la recherche d'un médiateur comme garant de l'accès au terrain ayant un certain degré de sécurité. Dans un deuxième temps, je décris le contexte de surveillance auquel j'ai été exposé et mon rapport avec les différents acteurs. Je conclus ma contribution en décrivant la compétence à mettre en place un espace minimal de confiance qui permet au chercheur de conduire son enquête en même temps qu'il gère la méfiance qui l'entoure.

La configuration du dispositif de surveillance paramilitaire

À partir des années 1960, sous l'influence de la révolution cubaine, la Colombie connaît l'émergence de groupes insurrectionnels (Pizarro, 1996). La plupart d'entre eux ont comme stratégie la mise en place de foyers armés dans les zones rurales qui, par leurs caractéristiques morphologiques et topographiques, se présentent comme favorables à la mise en place du projet révolutionnaire. Leur contrôle exclusif sur ces zones s'est vu cependant bouleversé dès le début des années 1980 avec l'apparition des civils organisés en groupes d'autodéfense qui prennent en charge la refondation de l'ordre sécuritaire national (Rangel, 2005). Le rétablissement de la sécurité répond largement à un projet idéologique venant du haut : il est soutenu matériellement et idéologiquement par l'institution militaire qui, pour faire face à la menace des mouvements de guérilla, n'hésite pas à faire de ces groupes de civils armés leur principal dispositif sécuritaire (García, 2006).

L'ensemble du département de Cordoba, notamment le centre administratif de la ville de Montería, a été le lieu où se manifeste la phase la plus avancée de ce projet s'organisant autour d'une politique de la peur et de la terreur. Ce département, qui fut lors des années 1970 le fief des mouvements de guérilla, est passé progressivement à partir de 1988 sous le contrôle presque total des ACCU, par l'intermédiaire de massacres, de disparitions, d'assassinats sélectifs et de déplacements forcés de populations. Pour ses partisans, cette mobilisation violente est une réponse aux enlèvements, aux extorsions et aux exécutions perpétrées par la guérilla contre la population civile, ainsi qu'à l'absence de mesures efficaces prises par l'État pour combattre les organisations insurrectionnelles (Romero, 2003).

La géographie sécuritaire qui ressort du travail de la « libération » entrepris par les groupes paramilitaires témoigne, désormais, d'un territoire national fragmenté en enclaves sécuritaires dans lesquelles ces groupes remplacent les agents des forces publiques. Cela est notamment évident dans le quartier de Canta Claros, un bidonville où cohabitent entre autres des déplacés par la violence politique, des paramilitaires, des soldats, des tueurs à gage, des jeunes de gangs et des ramasseurs de feuilles de coca. D'une invasion simple composée de milliers de cabanes improvisées en bois et en carton, ce terrain de 80 hectares est devenu, au fil du temps, non seulement un quartier mais une ville à part entière : des commerces de tous genres abondent, des épiceries, des services de communication et de transport, des salons de coiffure, des lieux de divertissement. Malgré cette diversité de services, Canta Claros reste un des quartiers les plus pauvres de la ville. Ses habitants, dont la plupart vivent avec l'équivalent d'un euro par jour, habitent dans des maisons mal construites, en parpaing ou en bois, et dont le sol est, par manque de moyens, en terre battue.

La localisation de ce quartier aux portes de la ville de Montería fait de Canta Claros un point stratégique pour la sécurité de la ville. Ce quartier est, pour tous ceux qui proviennent du sud, le premier espace habité. En conséquence, Canta Carlos est le point d'entrée pour quiconque parvient d'autres territoires. Ce quartier est potentiellement un refuge pour les personnes échappant à une menace, mais aussi une bonne cachette à partir de laquelle les personnes peuvent se déplacer, de l'intérieur, dans d'autres secteurs de la ville sans être à découvert. Par sa position stratégique, ce quartier représente donc pour l'acteur armé un espace stratégique d'observation et de contrôle de l'adversaire.

De façon à assurer leur emprise sur la ville de Montería, les ACCU ont mis en place un dispositif de sécurité dans le quartier de Canta Claros qui vise à garantir la sécurité externe et interne de la ville. La première est garantie par le positionnement de leurs hommes principalement aux sorties et aux entrées du quartier dans le but de détecter et de prévenir les avancées, les mouvements et les stratégies de l'adversaire. Ce dispositif de sécurité dirigé vers l'extérieur va de pair avec la surveillance interne exercée dans la communauté. Il s'agit d'éviter le déplacement et de permettre l'identification de l'ennemi qui aurait pu s'infiltrer dans le quartier. Les organisations d'extrême droite comme celles d'extrême gauche pratiquent, en effet, le même dispositif d'infiltration : envoyer des hommes dans les territoires ennemis dans le but de faire un travail d'intelligence portant sur la collecte des renseignements stratégiques, lesquels permettront, le jour venu, la planification d'une attaque. Cette dernière figure rend plus complexe le travail d'identification de l'ennemi, car si, dans un champ de bataille, il est plus facile de repérer son adversaire à partir des sigles

qu'il porte sur son uniforme, dans les centres urbains, l'ennemi est invisible. Cela répond à une exigence stratégique-militaire qui, pour des questions de sécurité, oblige l'informateur envoyé par l'organisation adverse à prendre les apparences du civil. Il deviendra ainsi un habitant du quartier comme les autres, un membre de la communauté.

La particularité de ce dispositif de surveillance externe et interne est qu'il n'est pas visible : dans ce quartier, on ne verra ni les hommes des ACCU patrouillant en uniforme, ni les aménagements de l'espace qui rendraient compte de son emplacement. Tout au contraire, ce dispositif s'appuie sur un réseau de personnes qui, habillées en civil et se confondant avec le reste des habitants, participent à la surveillance de la zone. Ce réseau est intégré, d'un côté, par les informateurs, les miliciens et les combattants – des personnes rattachées directement à l'organisation armée et qui constituent une de leur principale base d'appui dans le quartier; de l'autre côté, par tous ceux qui maintiennent, d'une façon ou d'une autre, des liens avec cette organisation. C'est le cas des leaders politiques du quartier, des vigiles payés pour surveiller le quartier, des forces militaires institutionnelles et de la police.

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, ce dispositif de sécurité ne s'organise pas autour de l'identification de l'ennemi réel tel que les groupes révolutionnaires, mais sur la figure de l'ennemi objectif. Cette figure n'est jamais une personne dont les pensées dangereuses doivent être provoquées ou dont le passé justifie les soupçons qui pèsent sur lui; c'est un « porteur de tendances » (Arendt, 1972, p. 154), mettant l'ordre paramilitaire en danger. Les paramilitaires ne recherchent donc pas uniquement la neutralisation des actes hostiles, mais aussi toutes les tentatives – quel que soit leur but – qui, par leurs effets, peuvent défier leur contrôle.

Cette idée de l'ennemi trouve sa source dans une conception du pouvoir qui s'affirme avant tout comme pouvoir armé, et dont les fonctions d'ordre ne sont pas entièrement dégagées des fonctions de guerre; c'est pourquoi même la désobéissance est perçue comme un acte d'hostilité, un début de soulèvement. Montrer quelques résistances ou oser questionner ce pouvoir est perçu comme un affrontement. L'acte de punir s'inscrit ainsi dans une économie du visible, car pour les paramilitaires, en plus de dresser la personne, il s'agit de montrer la punition, de la mettre en scène, de façon à rappeler à la population que les paramilitaires dictent la loi.

La mise en spectacle du corps puni ne concerne pas uniquement l'exposition des personnes aux regards des autres lors des punitions. Il en va de même pour la façon dont la mort est donnée. Outre les sévices infligés avant de donner la mort, les personnes sont assassinées, notamment par des coups de

fusil tirés sur la partie occipitale de la tête, défigurant ainsi leur visage. Un dispositif d'autant plus impitoyable dans une société où la coutume lors des funérailles est de voir, pour la dernière fois, le visage du défunt (Losonczy, 2003). Il en va de même pour l'interdiction d'enterrer le mort dans le but de le laisser exposé des jours entiers dans l'espace public. L'odeur nauséabonde de la chair en état de putréfaction accentue encore plus cette exaltation du pouvoir de punir aux mains de l'acteur armé.

La recherche d'un terrain et d'un médiateur

Le fonctionnement du dispositif décrit ainsi que la diversité des personnes qui y participent font que l'acteur armé bénéficie d'un don d'ubiquité. Cette situation de surveillance soutenue exerce de fortes contraintes au moment d'entreprendre un travail de terrain. Dans cette zone, on ne se déplace qu'exclusivement sous la recommandation d'une personne publiquement reconnue, ceci représentant aux yeux des acteurs armés une garantie de fiabilité de leurs réseaux de connaissances. En ce sens, il est impératif pour sa propre sécurité de trouver un intermédiaire qui permet l'entrée dans ces espaces territoriaux, rendant ainsi l'enquête envisageable.

Dans le cas de mon ethnographie, le choix de cet intermédiaire n'est pas allé de soi. L'enjeu était de parvenir à se déplacer de façon autonome, en conservant une position de neutralité, sans forcément passer par l'intermédiaire d'un des acteurs impliqués dans le conflit, que ce soient les groupes irréguliers, les forces institutionnelles ou autres organisations non gouvernementales (ONG). Concernant le refus de travailler avec des groupes irréguliers, il s'agissait d'une question de sécurité, mais surtout d'éthique dans un conflit où l'ennemi n'est pas forcément stabilisé et où chacun est responsable des violences perpétrées contre les civils. Concernant le refus de travailler avec des ONG, il a été motivé par le fait que ces dernières peuvent être instrumentalisées par certains acteurs pour dénoncer les atrocités d'un groupe armé en faveur d'un autre. Dans d'autres cas, elles sont considérées comme des sortes d'espions qui dénoncent la violation des droits de l'homme. Entrer dans un territoire sous l'un de ces drapeaux aurait alors signifié l'altération de l'information. Dans ce sens, l'enquête de terrain n'aurait été qu'un simple écho des points de vue déjà connus de ces organisations, sans arriver à les dépasser.

Il me fallait ainsi trouver un médiateur qui, bien qu'il habite l'enclave, maintienne une certaine distance avec l'acteur armé tout en bénéficiant à ses yeux d'un certain respect. Ce médiateur n'a pas été repéré directement : mon réseau de connaissances familiales, amicales et professionnelles a dû être mis à contribution. C'est par son intermédiaire que j'ai appris l'une des stratégies fondamentales à respecter si je voulais avoir accès aux médiateurs : il fallait

pouvoir justifier à leurs yeux ma présence dans ces enclaves, car les habitants de ces espaces géographiques sont très discrets quant aux sujets qui traitent de l'acteur armé. Il m'a alors été conseillé par les personnes de mon réseau de ne pas dévoiler la vraie problématique de mon enquête mais plutôt d'en parler en termes généraux, par exemple en disant que j'étudiais la situation du pays. Dans cette perspective, mon travail apparaissait moins engagé que ce que pouvaient laisser entendre les mots *paramilitaire*, *guérilla*, *conflit* ou *guerre*; des mots qui, dans ces enclaves, sont volontairement très peu employés. En me cantonnant à cette description générale de mon sujet de recherche, ma présence dans ces enclaves avait ainsi plus de chance d'être acceptée par le médiateur.

Cependant, le besoin de médiateur pour accéder à ces zones a vite mis en évidence la question de sa fiabilité, et notamment de sa capacité à intervenir auprès de l'acteur armé dans les cas où je me serais trouvée en difficulté avec ce dernier. En effet, si le médiateur rassure l'acteur armé sur les étrangers qui entrent dans ces enclaves, cela n'empêche pas que ces derniers puissent être arrêtés dans le but d'effectuer une enquête à leur sujet. La peur dans laquelle vivent ces gens peut ainsi se manifester, dans ce type de situation, par l'abandon de l'étranger à son propre sort. Je me suis ainsi largement renseignée auprès des personnes de mon réseau m'ayant proposé des médiateurs habitant dans ces enclaves, sur la trajectoire de ces derniers et sur leurs influences vis-à-vis de l'acteur armé. Ce travail s'est révélé très difficile, car si les contacts n'ont pas manqué, les informations à leur sujet n'étaient pas en quantité suffisante pour être rassurantes.

Une fois le lien établi avec mon médiateur, j'allais être identifiée dans cette ville comme étant « plus ou moins une amie » et donc comme quelqu'un « plus au moins de confiance ». Cependant, si ce contact m'a permis d'accéder à cette enclave et de me renseigner sur l'étendue et le fonctionnement du contrôle territorial du groupe paramilitaire dans cette zone du pays complètement nouvelle pour moi, il n'a pas été le seul auquel j'ai eu recours pour conduire mon enquête une fois à l'intérieur de ces zones. En effet, je connaissais le risque que représentaient pour l'enquête ces contextes de polarisation idéologique qui caractérisent toute guerre civile. Un risque qui s'accroît davantage encore lorsqu'on se fie à son médiateur comme seule source d'information (Moussaoui, 2001). Aussi, préférant diversifier les sources d'information, mon médiateur n'a été qu'un informateur parmi d'autres, l'objectif étant de tisser des liens avec le plus grand nombre d'habitants de ces enclaves et de me déplacer à mon gré sans avoir toujours à lui rendre des comptes.

Dans cet ordre d'idées, ma première démarche a été alors de contacter l'institution ecclésiastique, dans le but de connaître son travail mené auprès de la population déplacée par la violence et provenant non seulement de Cordoba mais aussi des départements limitrophes. Néanmoins, ayant compris avant de rencontrer les membres de cette institution que le mot *déplacé* pouvait créer quelque rapprochement avec la défense des droits de l'homme, j'ai essayé de me concentrer sur la question plus générale du travail social de l'Église, ce qui a permis d'instaurer un climat de « confiance » avec mes interlocuteurs. Cependant, après quelques renseignements généraux sur le travail de l'Église, très discrètement j'ai tenté de recentrer la discussion sur les déplacés et ai pu constater que cela ne posait pas de problèmes. J'ai donc demandé à être mise en contact avec une paroisse dans un quartier marginal de la ville où il semblait y avoir des programmes spécifiques pour cette catégorie de population. C'est ainsi que pendant deux semaines, j'ai suivi les cours de décoration dispensés par les religieuses d'une paroisse localisée dans un quartier marginal de Montería et dont les participantes étaient censées être, pour la plupart, des femmes déplacées par la violence politique.

Dans ce premier face à face avec mon terrain, j'ai pu tester ce qu'il fallait dire et de quelle manière il fallait aborder mon sujet. Je me suis ainsi posée en simple observatrice, laissant émerger d'elle-même ma problématique lors de ces conversations avec les femmes. L'idée était de saisir comment celles-ci évoquaient l'acteur armé et comment elles faisaient l'expérience de sa présence. J'ai tout de même pu poser des questions concernant la sécurité et la tranquillité de la vie dans ce quartier, en sachant à l'avance que ces deux mots ont une signification bien précise dans cette région du pays. En effet, ils renvoient d'un côté aux différents facteurs de l'insécurité et de l'autre à l'acteur qui maintient l'ordre, c'est-à-dire les ACCU. Cela m'a ainsi permis d'ouvrir le chapitre de la présence des paramilitaires et de la représentation qu'en avaient mes interlocutrices.

Après quelques renseignements sur le terrain, je me suis aperçue de la difficulté d'entrer en profondeur dans mon sujet par le seul intermédiaire de l'église. Il fallait que je me place du côté des habitants du quartier pour les suivre dans le déroulement de leur vie quotidienne. Néanmoins, je n'avais pas de contacts avec les leaders politiques de ce quartier. Et même si cela avait été le cas, comment aurais-je pu justifier auprès de la paroisse, sans créer de méfiance, mon départ avec ces nouveaux acteurs? J'ai donc décidé d'abandonner ce premier terrain et de partir à la recherche d'un autre.

Après quelques rencontres avec un chercheur de la région, celui-ci m'a proposé de participer à une réunion avec des personnes ayant travaillé comme

thérapeutes sociaux, c'est-à-dire des gens formés par une ONG dans le but d'apporter un soutien psychologique immédiat à la population victime du déplacement forcé. Après avoir approché plusieurs de ces thérapeutes, j'ai décidé d'accepter l'invitation de l'un d'entre eux dans son quartier caractérisé par la présence importante de familles déplacées. Cette personne est devenue ainsi mon médiateur dans ce quartier. De façon à approcher les personnes déplacées, j'ai profité de la convocation d'une réunion d'un groupe de femmes avec lesquelles mon nouveau médiateur avait travaillé pendant deux ans. Nous sommes allés ainsi de porte-à-porte, invitant les femmes à se réunir, ce qui m'a servi de prétexte pour entrer en contact avec plus d'une dizaine d'entre elles. Sachant qu'il fallait présenter mon enquête sur des bases très générales, j'ai pensé que la meilleure façon de justifier ma présence sur ce terrain était de leur présenter mon travail comme une reconstruction historique de la formation du quartier au travers du témoignage de ses habitants. Grâce à ces premières approches, j'ai eu l'opportunité de rencontrer d'autres personnes participant à l'organisation de la vie de la communauté et qui, d'une façon ou d'une autre, étaient en contact avec mes interlocuteurs. Ces personnes étaient des leaders communautaires, maîtres d'école, religieuses, prêtres, directeurs d'école et surveillants.

L'enquêtrice sous surveillance

Une des caractéristiques du quartier de Canta Claros est que le contrôle du territoire est loin d'être apparent comme on pourrait l'imaginer. L'acteur armé est présent physiquement, il met en place ses dispositifs de sécurité mais on ne les voit pas. Il n'y a aucune trace matérielle ni de lui, ni de son contrôle. Cette invisibilité est encore plus inquiétante dans la mesure où, dans chaque rue qui configure le quartier de Canta Claros, il y a au moins une personne qui est en rapport direct avec le mouvement armé. Les habitants les connaissent, ils sont leurs voisins, les amis de leurs enfants, leur conjoint, des voisins qu'ils ont vu grandir. Mais aussi, ils peuvent être leurs bourreaux, la cause principale de leur déplacement, ceux qui ont tué, peut-être, leur proche dans d'autres territoires ou dans le même quartier.

Malgré le fait que les habitants sont au courant de la présence de l'acteur armé, ils feignent l'ignorance, agissent comme s'ils ne le voyaient pas, comme s'il n'existait pas. Personne n'en parle ouvertement. Pourtant, les habitants ont conscience de la présence du combattant dans le quartier lorsque celui-ci rentre chez lui en congé, notamment par les différentes manifestations qui se déroulent autour de sa maison. En effet, lors de son séjour toute activité quotidienne est interrompue : les enfants ne vont pas à l'école pendant la permanence de leur père, sa femme reste à ses côtés pour le servir; ils

organisent des fêtes alcoolisées et bruyantes avec leurs amis. Cette attitude face au phénomène paramilitaire est la même qu'adoptent l'acteur armé et tous ceux qui entretiennent des liens directs avec celui-ci. Ils conservent publiquement leur anonymat, ils prétendent aller travailler, tout en sachant qu'ils ne bernent personne. De la même façon, les habitants font semblant de méconnaître la vraie nature de ce « travail ». L'acteur armé, sa famille, les voisins agissent comme si, dans ce quartier, il n'y avait guère de trace de l'organisation paramilitaire.

Face à cette attitude collective d'effacement de l'acteur armé, je me suis interrogée sur la manière de mener cette enquête. Il fallait trouver une méthodologie appropriée pour conduire mon travail dans ce contexte où la parole et les gestes font l'objet d'une surveillance soutenue. Je ne pouvais pas poser de questions directes sur les preneurs d'armes, sur leur pouvoir et leur violence, car les portes se seraient fermées et des vies, la mienne incluse, auraient été mises en péril. Dès les premiers contacts avec les habitants de cette communauté, j'ai appris que dans ce contexte d'assujettissement au pouvoir de mort de l'acteur armé, c'est dans les récits de la vie quotidienne que l'on appréhende sa présence. Cependant, ces récits ont une façon particulière d'être rapportés. En effet, la population les communique sous forme de rumeurs, ce qui rend compte du caractère d'interdit, de secret, mais aussi de la non-convenance du contenu de ce qui est transmis (Shibutani, 1966). Dans ce quartier, on apprend ainsi la présence de l'acteur armé par les rumeurs que produisent, par exemple, les cadavres abandonnés la nuit par des individus anonymes dans des sacs en plastique noir, aux portes de l'église, et qui produisent la colère du prêtre; ou encore par la rumeur qui émane le jour de leurs funérailles. Il en va de même pour les rumeurs qui circulent autour de l'embauche de jeunes dans l'organisation paramilitaire, la durée de leur absence, mais surtout de leur comportement une fois qu'ils rentrent chez eux, de ce qu'ils font et disent lors de moments d'ivresse.

C'est par l'intermédiaire même de ces rumeurs que j'ai compris leur importance pour une meilleure compréhension de la réalité sociale qui se met en place sous la violence des armes. Et cela a été confirmé en observant la façon dont ces rumeurs étaient communiquées. La personne qui va divulguer la rumeur contrôle d'abord qu'il n'y a pas de suspects dans les alentours. Elle tourne la tête d'un côté, puis de l'autre, le tout avec discrétion : elle fait un constat de la situation. Une fois cela vérifié, elle fixe son regard sur l'objet, l'endroit où la personne qui est en relation directe ou indirecte avec ce qu'elle souhaite raconter. L'idée est de désigner à l'interlocuteur, au travers du regard, l'objet de leur énoncé. Si la situation ne le permet pas, l'identification de l'objet, de l'endroit ou de la personne s'effectue en baissant le regard et en

donnant des renseignements très courts, ce qui permet sa localisation dans l'espace. Par exemple : « La personne dont je te parle est celle qui habite la maison à la façade rouge que l'on va croiser » ou bien « c'est à l'angle de cette rue qu'ils racontent que, la nuit, des hommes ont tué un jeune ». Une fois que l'objet de l'énoncé est identifié, la personne baisse la voix, sa bouche est très peu ouverte, le ton plutôt guttural. On a du mal à entendre.

Cette façon qu'ont les personnes de communiquer leur quotidien avec l'acteur armé a ses propres enjeux : la rumeur permet ainsi à la personne qui l'emploie de ne pas se compromettre, de ne pas s'exposer. Elle m'oblige aussi à démontrer une certaine compétence à respecter les règles qui régulent sa diffusion dans l'espace public. En effet, je suis abandonnée à la tâche de déchiffrer ce qu'a voulu dire mon interlocuteur et cela doit se faire en silence, car dans ces enclaves où la surveillance est constante, la compréhension passe par le sous-entendu. Tout reste dans l'implicite. Manifester quelque besoin d'explication, c'est pousser l'autre à s'approcher des sources de la rumeur et l'exposer ainsi à la menace. Mais c'est aussi se mettre soi-même dans une situation similaire. À partir du moment où l'autre se sent interrogé, il va se produire un basculement vers un régime de suspicion et de méfiance, car ne pas comprendre, c'est méconnaître la normativité qui régule les interactions communicationnelles du quartier.

Si j'ai pu utiliser le magnétophone pour collecter les entretiens autour de l'histoire du quartier, ce fut bien entendu impossible pour la collecte des rumeurs. La présence d'un magnétophone aurait produit immédiatement des suspicions et freiné la spontanéité des conversations. J'ai ainsi retranscrit, jour après jour, mes conversations, les scènes et les séquences auxquelles je pouvais assister. Dans la transcription de ce que je voyais ou écoutais sur le terrain, j'ai porté une attention particulière pour conserver le style anecdotique. En effet, il m'a semblé qu'au travers de ce style de narration, la présence de l'acteur armé et la violence dont il pouvait faire preuve vivaient au jour le jour dans les conversations entre les habitants du quartier, dans leurs interactions et dans leurs représentations. La violence politique se présentait à mes yeux comme un ensemble d'anecdotes qui, sous forme de rumeur, étaient racontées lors d'un repas, d'un coucher de soleil ou encore en écoutant de la musique. C'est sous cette forme narrative qu'elle est apprise et mise en circulation. Elle devient par cet intermédiaire un élément d'honneur, de peur, de folklore et de croyances.

Construire la confiance dans un contexte de méfiance radicale

Au fur et à mesure que j'avancais dans l'exploration de mon terrain, j'ai compris que la seule façon pour accéder aux récits des habitants de cette communauté était de partager leur quotidien, en devenant au fil du temps une

amie, une confidente, une consultante pour tous les problèmes qui pouvaient naître pendant ma présence dans cette zone (Beaud & Weber, 2008). C'est seulement de cette façon que je pouvais espérer instaurer un climat de confiance et réussir à poser des questions un peu plus directes sur l'acteur armé, en provoquant des discussions et des situations dont il serait le centre d'attention. Cependant, il ne s'agissait pas uniquement d'apprendre à m'intégrer en respectant les normes et les valeurs qui régissent la vie sociale de ce quartier (Bourdieu, 1978); il s'agissait surtout d'adopter de nouveaux codes de comportement et de langage nécessaires pour assurer ma survie.

Ainsi, dans ce contexte où la violence n'est pas seulement symbolique, les démarches classiques du travail ethnographique deviennent un impératif. C'est encore plus nécessaire quand le chercheur se trouve face à des rapports humains traversés par le sentiment de jalousie. La jalousie peut être suscitée par différents motifs tels que la nouvelle robe que porte la voisine ou bien la nouvelle télé de celui qui habite en face, mais aussi les bons résultats de quelqu'un au plan commercial. Il en va de même pour la beauté d'une fille, du pouvoir de rassemblement d'un ancien fondateur du quartier ou du charisme d'un jeune et prometteur leader politique. Dans ces situations, les personnes adoptent une attitude de profil bas qui consiste à faire les choses discrètement, car réveiller la jalousie des autres, c'est ouvrir la porte à un processus de discrédit.

Cette démarche qui consiste à salir la renommée de son adversaire se met en place à partir du dispositif de la rumeur : les individus choisissent leurs alliés, ils créent des blocs d'adversaires, ils se réunissent entre eux, ils dénigrent l'autre, ils le rabaissent, ils l'accusent. Ce processus de discrédit qui circule de bouche à oreille a la faculté de transformer l'autre, par une série de suppositions, en une cible. Et à l'inverse d'un contexte de paix, ceci ne conduit pas simplement à la mort sociale de la personne objet des rumeurs : il peut conduire à sa mort réelle. Ce phénomène est d'autant plus plausible si cette rumeur arrive aux oreilles de l'acteur armé. Ce qui est le cas, notamment, lorsque ces rumeurs portent sur des initiatives de ceux qui entretiennent une certaine proximité avec les paramilitaires.

À travers l'observation et l'interaction avec mes interlocuteurs, j'ai dû apprendre et adopter la compétence que détiennent les habitants, à savoir survivre (Suarez, 2010), et qui porte sur la capacité à savoir identifier l'action qui convient dans chaque situation et de l'ajuster en permanence. Cette capacité rend possible, malgré la dangerosité du contexte, le fait que les individus ne restent pas dans l'inactivité et l'isolement. Ils dénoncent s'il faut dénoncer, ils se disputent avec les mots ou les armes s'il le faut. Néanmoins, il y a toute une

façon de le faire. Cette compétence s'organise à partir de certaines convenances sociales propres à ce milieu dont la plus significative est celle de la prudence. Être prudent, c'est savoir faire les choses, mener à bien ses projets, ses objectifs, en mesurant la dangerosité des personnes, du milieu et des actions.

J'ai ainsi développé, de même que le faisaient mes interlocuteurs lors de leurs interactions avec moi, des gestes, des phrases, des comportements ayant le pouvoir de me rendre immédiatement identifiable dans le champ ami/ennemi. Ce travail d'influence sur la définition de la situation (Goffman, 1973a, 1973b) m'a permis d'expérimenter la difficulté qu'implique la construction d'un espace minimal de confiance (Quéré, 2002) dans ce type de contexte de crise. Dans ces situations, c'est principalement par le biais de l'émotion que passe la connaissance de l'autre (Paperman, 1995). Cela a été éprouvé lors de mes successives rencontres avec la communauté. Ces rencontres se faisaient tout d'abord autour de ce que les personnes avaient entendu dire à mon propos, mais aussi de ce qu'ils avaient supposé à la suite des rumeurs qui circulaient autour de moi. Ces informations étaient ensuite mises en relation avec mes capacités d'expression lors de nos échanges.

Une fois passée cette première étape de la rencontre, je me voyais passer du rôle d'enquêtrice à celui d'enquêtée. Lors de cette nouvelle étape, l'enjeu était alors de faire attention à ne pas éveiller des soupçons. Pour éviter cela, il m'a fallu savoir répondre tranquillement aux questions posées. En effet, plus je me montrais hésitante, plus la méfiance s'accroissait chez l'autre. C'est le résultat de cet échange qui déterminait le reste de la rencontre. La réussite de l'échange était manifestée par un changement dans le ton de l'interaction conversationnelle; à l'interrogatoire se substituait une conversation prenant la forme de la plaisanterie notamment autour de l'univers masculin et féminin. C'est sur la base des émotions nées de cet échange que s'installait une certaine proximité entre moi et mes interlocuteurs. Néanmoins, je me suis rendu compte que parler de la réalité sur ce ton était bien loin d'être le gage de l'instauration d'un climat de confiance. En effet, elle était en permanence remise en cause.

Les rencontres subséquentes avec les personnes approchées suivaient les mêmes démarches, de façon un peu moins intense au vu des échanges préalables. Il s'agissait pour mes interlocuteurs d'approfondir ma connaissance, en posant des questions plus liées à mon intimité, par exemple mon état civil ou mon lieu d'habitation. La méfiance, cependant, était toujours présente et restait latente. C'est comme si les personnes étaient en attente de tout signe qui, finalement, leur dévoilerait qui j'étais en réalité. Cela aurait pu se produire par des gestes, des mots, des attitudes qui auraient échappé à ma maîtrise, effectués au moment ou à l'endroit qu'il ne fallait pas. Quand cela s'est finalement

produit, notamment lors d'une séance photo dans le quartier, le travail de construction de la confiance que j'avais mis en place avec la communauté s'est immédiatement effacé. La méfiance a pris le dessus et j'ai regagné ma place d'étranger (Simmel, 1908). À ce moment-là, mes contacts m'ont tourné le dos, leurs regards se sont baissés. Personne n'avait plus l'intention de répondre de moi. J'étais désormais abandonnée à mon propre sort.

Cette expérience m'a enseigné que dans ce travail d'apprentissage des règles qui régissent les interactions dans des contextes de guerre, il faut toujours avoir à l'esprit que celles-ci se construisent à la frontière entre la vérité et le mensonge et que, par sa propre forme, cette frontière est précaire et en permanence remise en cause. C'est un jeu d'équilibre entre être et paraître, entre ce que l'autre s'attend à voir et ce que les personnes sont en réalité. Cela se fait dans un calcul permanent de ce que le chercheur dit et de la façon dont il le dit; d'un ajustement de ses comportements et de ses gestes. L'enjeu pour le chercheur est alors d'apprendre à entretenir ce jeu car l'autre est là, attentif comme lui, à toute « anomalie ». L'enquêteur comme ses enquêtés sont pris donc dans le même jeu.

Conclusion

Dans cet article, j'ai souhaité montrer comment l'enquête ethnographique, dans une situation de conflit armé, se voit fortement imprégnée par un climat d'incertitude radicale, lequel détermine, dans une large mesure, le rapport aux acteurs et au terrain. Le monde auquel j'ai été confrontée est un monde dans lequel plus rien ne va de soi, c'est-à-dire un monde où la moindre interaction exige un travail d'interprétation pour agir de façon appropriée, sans mettre en danger son intégrité physique. Cette situation est loin de ressembler aux situations routinières et pacifiques dans lesquelles cette activité interprétative est rarement amenée à prendre un caractère aussi réflexif. Elle est en effet guidée et, en quelque sorte, préformatée par le travail politique (des institutions étatiques) mené en amont, auquel est dévolu la fixation des identités, des modes d'attribution, des procédures de responsabilisation, des hiérarchies et des valeurs.

Or, dans un contexte de guerre, il n'y a aucun repère extérieur, objectif, impersonnel, qui vient soutenir le travail d'interprétation du chercheur. Ce dernier repose presque entièrement sur sa compétence, sur ses capacités à lire une situation, à identifier un interlocuteur, à juger la façon dont d'autres interprètent une action. Ce type de terrain exige donc une vigilance particulièrement aiguisée, permettant d'identifier les épreuves qui lui sont propres et de composer avec celles-ci au fur et à mesure de l'avancement de l'enquête. L'exercice de réflexivité qui oriente ces ajustements aux diverses

situations permet d'innover méthodologiquement face à des contextes continuellement changeants. Mais de celui-ci dépend également la sauvegarde de la vie : l'enjeu du travail interprétatif auquel se trouve confronté le chercheur lui est vital.

Ce travail de réflexivité implique donc de prendre en compte la dimension émotionnelle que ce type d'enquête comporte pour le chercheur. Porter un regard attentif et permanent sur ce que l'enquêteur éprouve sur un tel terrain permet de mettre réellement en évidence les caractéristiques des situations dans lesquelles est remise en jeu l'identité des individus. De même, cela permet d'appréhender la façon dont est gérée l'indétermination sociale qui en découle. L'exercice de vigilance soutenue m'a amenée à suivre dans le détail le travail que doivent mettre en place les habitants en zones de guerre pour empêcher l'éclatement complet de leur moi face au sentiment de menace permanente. Grâce à une réflexion sur les difficultés rencontrées pour me montrer « capable », j'ai pu comprendre la place importante qu'occupent les aptitudes des individus lorsqu'il s'agit de surmonter les contradictions que suscite en eux la multiplicité de leurs engagements, et cela, malgré leur grande vulnérabilité. Ce travail de réflexivité m'a ainsi permis de restituer la dimension de sujets moraux des interlocuteurs, en prenant au sérieux leurs récits et leurs diverses modalités d'expression, variables selon la situation d'énonciation et les soucis du moment.

Cette expérience vécue implique de s'interroger sur le moment de l'interprétation et de l'écriture : pendant cette phase de son travail, le chercheur doit tenir compte des conséquences politiques de son enquête dans un contexte de polarisation croissante. Les résultats peuvent servir à justifier, voire légitimer, certaines pratiques violentes et répressives, mais aussi la mise en place des politiques sécuritaires menaçant gravement l'intégrité physique et psychique des enquêtés. Il s'agit donc d'assumer en amont une responsabilité éthique (Pouliny, 2002) envers le public auquel s'adresse le discours du chercheur, mais aussi les conséquences directes et indirectes que sa recherche pourrait avoir sur ses informateurs. Pour tenter d'empêcher dans une certaine mesure une éventuelle victimisation, l'enquêteur doit mettre en avant le fait que ce type d'enquête présente un haut degré de subjectivité, étant le résultat d'épreuves d'altérité qui se posent à lui en tant que chercheur et lui font éprouver personnellement la réversibilité de l'ordre social.

Références

- Agier, M. (1997). *Anthropologue en danger. L'engagement sur le terrain*. Paris : Jean Michel Place.
- Arendt, H. (1972). *Les origines du totalitarisme. Le système totalitaire*. Paris : Seuil.
- Beaud, S., & Weber, F. (2008). *Guide de l'enquête de terrain*. Paris : La Découverte.
- Boltanski, L. (2009). *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*. Paris : Gallimard.
- Bourdieu, P. (1978). Sur l'objectivation participante. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 23, 67-69.
- García, P. D. (2006). La relación del estado colombiano con el fenómeno paramilitar : por el esclarecimiento histórico [Le rapport de l'État colombien avec les phénomènes du paramilitarisme : un éclaircissement historique]. *Análisis Político*, 53, 14-26.
- Goffman, E. (1973a). *La mise en scène de la vie quotidienne. Tome 1. La présentation de soi*. Paris : Minuit.
- Goffman, E. (1973b). *La mise en scène de la vie quotidienne. Tome 2. Les relations en public*. Paris : Minuit.
- Lemieux, C. (2008). De la théorie de l'habitus à la sociologie des épreuves : relire l'expérience concentrationnaire. Dans L. Israël, & D. Voldman (Éds), *Michaël Pollak. De l'identité blessée à une sociologie des possibles* (pp. 179-205). Paris : Complexe.
- Losonczy, A. M. (2003). Violence sociale et ritualisation de la mort et du deuil en Colombie. *Autrepart*, 26, 187-199.
- Moussaoui, A. (2001). Du danger et du terrain en Algérie. *Ethnologie française*, 2(37), 51-59.
- Nachi, M. (2006). *Introduction à la sociologie pragmatique. Vers un nouveau*. Paris : Armand Colin.
- Paperman, P. (1995). La couleur des pensées, sentiments, émotions, intentions. *Raisons pratiques*, 6, 175-196.
- Piette, A. (1996). *Ethnographie de l'action. L'observation des détails*. Paris : Métailié.

- Pizarro, E. (1996) *Insurgencia sin revolución, la guerrilla en Colombia en una perspectiva comparada [L'insurgeance sans révolution, la guérilla en Colombie dans une perspective comparée]*. Bogotá : Tercer Mundo Editores.
- Pollak, M. (1990). *L'expérience concentrationnaire. Essai sur le maintien de l'identité sociale*. Paris : Métailié.
- Pouliny, B. (2002). An ethic of responsibility in practice. *International Social Science Journal*, 174, 529-539.
- Quéré, L. (2002). La structure cognitive et normative de la confiance. *Réseaux*, 108, 126-152.
- Rangel, A. (2005). *El poder paramilitar [Le pouvoir paramilitaire]*. Bogotá : Planeta.
- Romero, M. (2003). *Paramilitares y autodefensas. 1982–2003 [Paramilitaires et autodefenses. 1982-2003]*. Bogotá : Planeta – IEPRI.
- Shibutani, T. (1966). *Improvised news. A sociological study of rumor*. Indianapolis, IN : Bobbs-Merrill educational publishing.
- Simmel, G. (1908). Digressions sur l'étranger. Dans Y. Grafmeyer, & I. Joseph (Éds), *L'école de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine* (p. 56). Paris : Champ urbain.
- Suarez, B. N. (2010). La qualification de l'ami et de l'ennemi révolutionnaire. Le cas de la Colombie. Dans M. Klinger, & S. Schehr (Éds), *Lectures du conflit* (pp. 185-199). Strasbourg : Neotheque.
- Suarez, B. N. (2012). Épreuves d'altérité dans les enclaves insurrectionnelles : le cas de la Colombie. Dans R. Bazenguissa-Ganga, & S. Makki (Éds), *Sociétés en guerre. Ethnographie des mobilisations violentes* (pp. 125-138). Paris : Édition Maison des sciences de l'homme.

Natalia Suarez Bonilla est politologue et sociologue, docteur en sociologie à l'EHESS de Paris, professeur assistante à l'Universidad del Valle de Cali – Colombie. Ses recherches portent sur les mobilisations violentes, vulnérabilités et politiques publiques.